

L'enseignement de l'histoire au carrefour ?

par Jean-Louis Jadouille, Professeur de didactique de l'histoire à l'U.C.L

Coup sur coup, deux professeurs d'histoire ont fait écho, dans les colonnes du *Vif/L'Express*, aux difficultés rencontrées par de nombreux collègues, enseignant dans nos établissements secondaires. En cause, la surcharge des contenus à enseigner : « Analyser cinq mille ans d'histoire en deux ans ? Ce n'est pas sérieux ! (...). La mission du professeur d'histoire devient impossible » (*Le Vif/L'Express*, 14/06/2002). Le problème — qui est loin d'être neuf — paraît d'autant plus aigu que la « méthodologie [prônée dans les nouveaux programmes] exige beaucoup de temps : *acteur de son apprentissage*, l'élève doit explorer lui-même la documentation en classe et ainsi acquérir progressivement *compétences* et *concepts* ». Et de réclamer davantage de temps...

De fait, les nouvelles approches didactiques accentuent la difficulté, pour les professeurs d'histoire, à couvrir l'ensemble des matières au programme. Comment développer des méthodes actives et, en même temps, parcourir l'ensemble de l'histoire de l'humanité en quatre ou deux années ?

Il convient d'abord de remettre cette question dans un contexte plus large. L'enseignement de l'histoire est en effet l'objet de nouvelles demandes. Voilà maintenant quelques décennies que l'emprise des médias sur nos sociétés a convaincu de l'urgence d'une *éducation aux médias*. La classe d'histoire constitue un lieu privilégié pour développer un certain nombre de réflexes critiques bien utiles pour lire ces médias. De même, les succès de l'extrême-droite aiguissent la nécessité d'une éducation des jeunes aux valeurs qui fondent notre démocratie. Ici encore, l'histoire est, fort heureusement, convoquée. Cette *éducation à la démocratie et à la citoyenneté* paraît d'autant plus nécessaire dans le contexte de la fédéralisation de l'Etat belge, laquelle se double, au sud du pays, de la prise de conscience du déficit d'identité qui caractérise les francophones. D'où le souhait que l'enseignement de l'histoire soit davantage *vecteur d'identité*. Une identité qui se brouille d'autant plus que nous sommes aussi *citoyens européens* — une Europe dont la lisibilité institutionnelle n'a rien à envier à celle de la Belgique fédérale... — et *citoyens d'un monde toujours plus complexe* et auquel on souhaiterait que les enseignants, d'histoire notamment, initient les adolescents. Ceux-ci paraissent également souffrir d'un manque aigu de *formation en matière philosophique et d'histoire des religions*. Un manque que d'aucuns suggèrent de résorber en intégrant ces dimensions dans l'enseignement des différentes disciplines, dont l'histoire. Sans parler de la *formation artistique* des élèves, un des parents pauvres de notre enseignement et que les professeurs d'histoire sont nombreux à prendre aussi en charge...

De plus en plus orienté vers la formation intellectuelle de l'adolescent — le développement de *compétences* —, sollicité en tout sens par la société, l'enseignement de l'histoire nous paraît réellement au carrefour. Comment répondre à ces requêtes sociétales, approfondir ce projet de mettre l'histoire au service d'une formation intellectuelle solide, et, en même temps, parcourir en quatre ou deux années l'ensemble de l'histoire de l'humanité ? On osera une esquisse de réponse en trois temps.

1. Le projet que nous partageons tous, comme professeurs d'histoire, de donner à nos élèves une vision chronologique, aussi structurée que possible, des principales étapes de l'histoire renvoie à une conception de l'enseignement de l'histoire située dans le temps. Jusqu'il y a trois ou quatre siècles, ce projet n'était pas de mise. Et si, au tournant qui s'est progressivement négocié alors, devait répondre aujourd'hui un nouveau choix, l'invention d'un nouveau mode d'enseignement du passé ? Pareil défi dépasse de loin les possibilités de quelques-uns. Ce devrait être l'affaire de l'ensemble des professeurs d'histoire. Il me semble qu'il incombe à cette génération d'entamer la réflexion.
2. Ce projet de doter nos élèves d'un bagage culturel fortement construit sur le plan chronologique n'a guère fait l'objet d'une évaluation. Quid de l'effectivité et de la pérennité de ce bagage ? Quid de l'efficacité des modes classiques d'enseignement de la chronologie qui se caractérisent notamment par le souci d'enseigner le passé en respectant scrupuleusement l'agencement chronologique ?
3. La « mise en question » du projet de doter nos élèves d'un bagage culturel chronologiquement (pré-)articulé ne peut en aucun cas être assimilé à une mise en cause de la chronologie. Celle-ci

constitue un des principaux outils de compréhension de l'historien. Dans quelle mesure l'enseignement de l'histoire ne pourrait-il pas se recentrer sur cet apprentissage de la chronologie en proposant par exemple aux élèves, autour d'un certain nombre de questions et d'enjeux actuels, une série de « parcours », d'abord juxtaposés, ensuite progressivement enchâssés ? De telle sorte qu'il serait peut-être possible de marier développement des *compétences* et des *concepts*, apprentissage de la *chronologie*, découverte d'un certain nombre de *repères culturels* et ce tout en s'efforçant de mieux rencontrer les *requêtes que la société* adresse à l'Ecole. Ainsi repensé, l'enseignement de l'histoire pourrait peut-être même devenir une des pierres d'angle de la formation des jeunes. Au même titre que les langues classiques hier, les mathématiques et le français auourd'hui. Sa légitimité aux yeux de la société ne pourrait qu'en être renforcée et, pourquoi pas, sa place dans le cursus horaire augmentée. De telle sorte qu'il serait enfin possible de donner aux enseignants... un peu plus de temps.